

# **Trajectoires de la politique de sécurisation foncière rurale au Burkina Faso**

Saïdou SANOU, Ph. D.  
Sociologue  
ODEC Sarl

# Contenu de l'exposé

1. Le contexte politique et la situation foncière nationale en milieu rural
2. Le dispositif d'élaboration du document de politique
3. Le processus d'élaboration de la politique foncière rurale
4. La mise en œuvre de la politique et les enseignements principaux

# 1. Le contexte

- La « rectification » de la révolution de Thomas SANKARA entraîne:
  - ➔ l'adoption d'une nouvelle constitution en 1991,
  - ➔ la révision de la loi portant RAF en 1991 et 1996.

D'où, la libéralisation politique et économique, la possibilité d'aliéner le DFN et le rétablissement du titre de propriété.
- La situation foncière rurale se caractérisait par
  - ➔ la non application de la RAF en milieu rural;
  - ➔ des conflits fonciers récurrents;
  - ➔ de nouvelles formes de gestion, de régulation et de transaction foncières rurales.

# Le contexte – suite et fin

- L'élaboration de la PNSFMR apparaît comme un processus de formalisation de:
  - ➔ une phase d'expérimentation, évaluation et capitalisation des expériences terrain dès 1998,
  - ➔ un cadre multi-acteurs de concertation et de pilotage, le CONA/SFR en 2002.
- Le document de politique devait fournir les bases pour l'élaboration d'une loi foncière rurale plus adaptée.

## **2. Le dispositif d'élaboration de la politique**

- Une dizaine de projets pilotes de sécurisation foncière rurale et de GRN participent aux expérimentations
- Le comité interministériel de suivi du PFR/G est devenu le CONA/SFR en vue du suivi et de la capitalisation de l'ensemble des opérations
- Des travaux de capitalisation et de réflexions complémentaires ont été faites dans le cadre d'autres projets financés par le MAE

# Le dispositif – suite et fin

- Le Cabinet DID a été retenu après appel d'offres pour conduire le diagnostic initial et élaborer le projet de document: une équipe de 4 membres est constituée pour ce faire.
- Le CONA/SFR pilote le processus et assure le 1<sup>er</sup> niveau de validation du rapport, la DEP du Ministère en charge de l'Agriculture est chargée du secrétariat technique, il facilite le travail des experts et veille au suivi du processus.

### **3. Le processus d'élaboration de la politique nationale**

- L'élaboration de la version provisoire:
  - ➔ sorties terrain/diagnostic et définition de la vision et des objectifs de la politique
  - ➔ réunion de lancement avec le CONA/SFR
  - ➔ réunion d'info et d'échanges/Recherche et autres personnes ressources
- La concertation par groupe d'acteurs:
  - ➔ OP, femmes, privé, coutumiers, services tech. et élus
  - ➔ 520 participants au total: mai 2005 – sept. 2006
  - ➔ production de l'avant projet de document de politique

# Le processus – suite

- Le dialogue/échanges entre groupes d'acteurs:
  - ➔ En quatre lieux stratégiques du pays: centre Nord, centre Ouest, centre Est et Ouest
  - ➔ 330 participants en mai 2006
  - ➔ Invitation du CONA/SFR que chaque groupe d'acteur tienne des rencontres internes avant ces échanges multi-acteurs
- Le forum national
  - ➔ préparation: formation de journalistes et couverture médiatique
  - ➔ tenue du forum sur 2 jours



# Le processus – suite

- Les grands axes de la réforme:
  - les principes directeurs sont (1) l'équilibre entre acteurs, (2) la différenciation des situations, (3) la liberté de choix, (4) la subsidiarité dans la gestion du foncier, (5) la légalité des mesures et (6) la progressivité dans la mise en œuvre.
  - les orientations de la politique sont: (1) des droits légitimes pour l'ensemble des acteurs, (2) des institutions locales à la base, (3) un cadre institutionnel local de gestion des conflits, (4) une gestion améliorée de l'espace rural et (5) un cadre institutionnel cohérent de gestion du foncier rural.

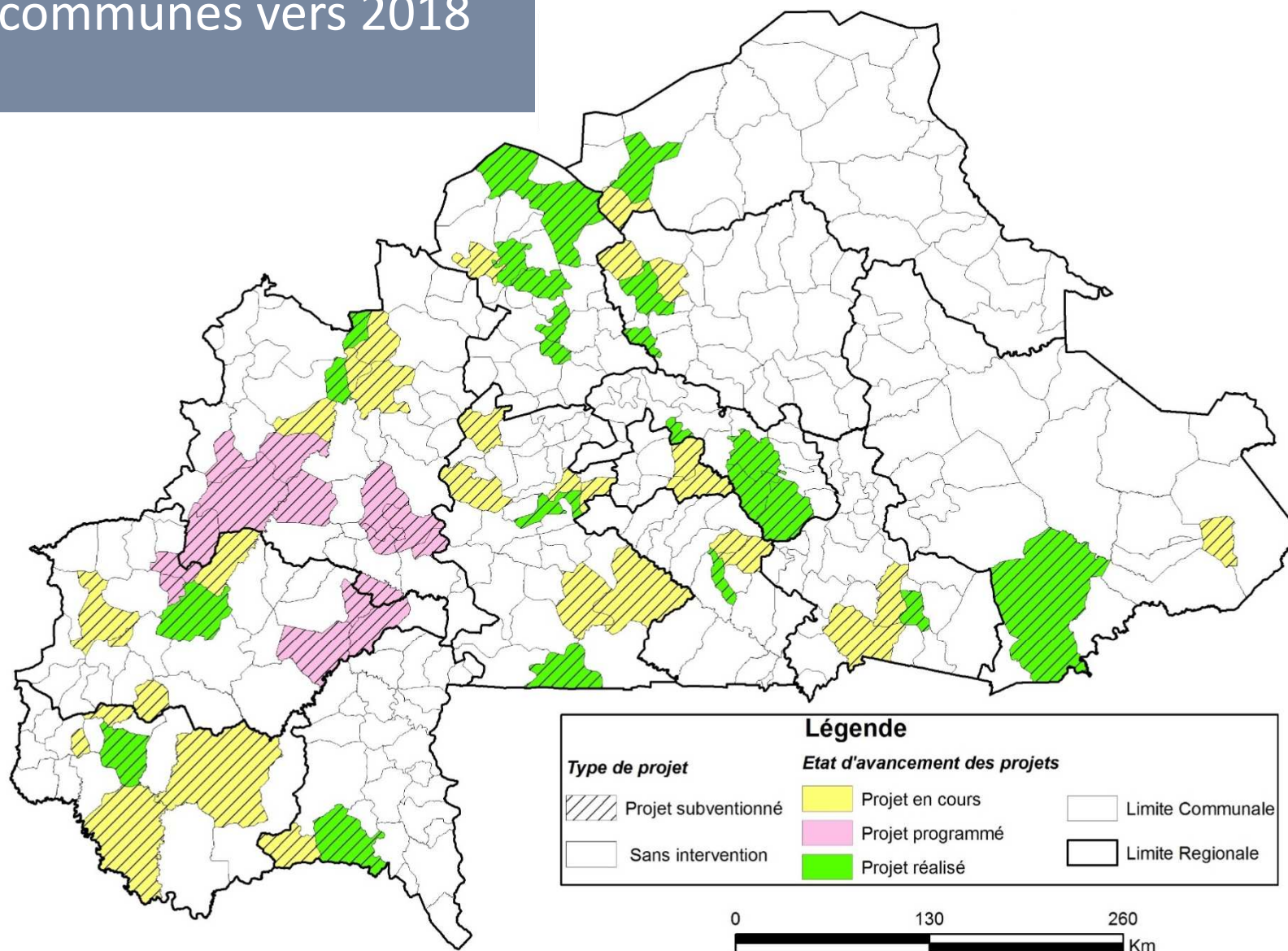
# Le processus – suite et fin

- Difficultés et manquements:
  - ➔ le projet de politique n'a pas été examiné par le CONA/SFR
  - ➔ après le forum la finalisation du document a été confiée au Ministère en charge de l'agriculture, d'où la marginalisation des autres ministères et structures siégeant au CONA/SFR.
  - ➔ l'écriture de la loi a démarré avant l'adoption du document de politique.
  - ➔ certaines dispositions apparaissent aujourd'hui comme des consensus mais ne sont que des décisions issues soit du politique ou du législateur; ex. place et rôle des coutumiers et du privé (agrobusiness men).

## 4. Mise en œuvre et enseignements

- Principalement à travers les Projets en œuvre, notamment celui du MCA:
  - adoption de la loi portant régime foncier rural et 22 décrets d'application;
  - adoption de la loi portant RAF et son décret d'application;
  - diffusion et dissémination de la législation et de la réglementation;
  - couverture de 47 communes / SFR et agents municipaux;
  - délivrance de 260 APFR;
  - etc.

- 48 communes couvertes
- 215 supplémentaires à venir (PNGT, Masa, Pacof-GRN, AFD Est)
- 75% des communes vers 2018



# Mise en œuvre et enseignements - suite

- Plusieurs contraintes subsistent:
  - la généralisation du programme est attendu;
  - les CORE/SFR ne fonctionnent que dans les zones où des projets les soutiennent;
  - le CONA/SFR est en léthargie et la relecture du décret est demandée; etc.
- Le nouveau décret (juin 2017) met en place un Conseil national piloté par le PM:

le Comité technique est désormais la cheville ouvrière du Conseil national; il reste à le rendre opérationnel sur le terrain.

# Mise en œuvre et enseignements – suite et fin.

- Les enseignements sur le processus de concertation:
  - la préparation préalable et circonstanciée de la société civile est nécessaire pour une participation efficace aux débats publics;
  - la marginalisation des autres ministères membres du CONA/SFR a affaibli le cadre multi-acteurs de pilotage;
  - le jeu des acteurs en vue de leur positionnement a fait perdre de vue la nécessité de peaufiner les perspectives de mise en œuvre et de suivi-évaluation de la politique.
- Le pilotage d'un cadre multi-acteurs nécessite la participation de tous pour des concertations réussies et la production de politiques publiques crédibles et efficaces.